ARTICLE DE LA BASE DE CONNAISSANCES

Calcul de la conformité aux politiques pour une date sélectionnée

2026 © Vitextra SIA. Tous droits réservés.

Clause d'exclusion de responsabilité

Aux fins du présent Avis de non-responsabilité :

- La **Société** (désignée par « la Société », « Nous » ou « Notre » dans le présent Avis de non-responsabilité) désigne Vitextra SIA, Matīsa iela 61-25, Rīga, LV-1009, Latvia.
- Le **Document** désigne l'article de la base de connaissances.
- **Vous** désigne la personne physique qui accède au Document, ou la société ou autre entité juridique pour le compte de laquelle cette personne accède au Document ou l'utilise, selon le cas.
- Le **Site web** désigne Vitextra, accessible à l'adresse https://vitextra.com

Avis de non-responsabilité

Les informations contenues dans le Document sont fournies à titre purement informatif et général.

La Société décline toute responsabilité quant aux erreurs ou omissions dans le contenu du Document.

En aucun cas la Société ne pourra être tenue responsable de dommages spéciaux, directs, indirects, consécutifs ou accessoires, ni de quelque dommage que ce soit, que ce soit dans le cadre d'une action contractuelle, d'une action en négligence ou d'une autre action délictuelle, résultant de l'utilisation du contenu du Document ou en lien avec celle-ci. La Société se réserve le droit d'ajouter, de supprimer ou de modifier le contenu du Document à tout moment et sans préavis.

Avis de non-responsabilité relatif aux erreurs et omissions

Les informations fournies dans le Document sont destinées uniquement à une orientation générale sur des sujets d'intérêt. Par conséquent, des erreurs peuvent survenir, même si la Société prend toutes les précautions pour que le contenu du Document soit à jour et exact. En outre, compte tenu de l'évolution des lois, règles et réglementations, les informations contenues dans le Document peuvent comporter des retards, des omissions ou des inexactitudes.

La Société n'est responsable ni des erreurs ou omissions, ni des résultats obtenus par l'utilisation de ces informations.

Avis de non-responsabilité relatif à l'usage équitable

La Société peut utiliser des contenus protégés par le droit d'auteur que le titulaire des droits n'a pas expressément autorisés. La Société met ces contenus à disposition à des fins de critique, de commentaire, de reportage d'actualité, d'enseignement, d'étude ou de recherche.

La Société estime que cela constitue un « usage équitable » (« fair use ») de ces contenus protégés par le droit d'auteur, au sens de la Section 107 de la loi américaine sur le droit d'auteur (United States Copyright Act).

Si Vous souhaitez utiliser des contenus protégés par le droit d'auteur issus du Document pour Vos propres besoins, au-delà de l'usage équitable, Vous devez obtenir l'autorisation du titulaire des droits d'auteur.

Avis de non-responsabilité « Utilisation à Vos propres risques »

Toutes les informations du Document sont fournies « en l'état », sans garantie d'exhaustivité, d'exactitude, d'actualité ni des résultats obtenus par l'utilisation de ces informations, et sans garantie d'aucune sorte, expresse ou implicite, y compris, mais sans s'y limiter, les garanties de performance, de qualité marchande et d'adéquation à un usage particulier.

La Société ne sera responsable ni envers Vous ni envers quiconque de toute décision prise ou de toute action entreprise sur la base des informations fournies dans le Document, ni de tout dommage consécutif, spécial ou similaire, même si elle a été informée de la possibilité de tels dommages.

Nous contacter

Si Vous avez des questions concernant le présent Avis de non-responsabilité, Vous pouvez Nous contacter par e-mail : support@vitextra.com.

Table des matières

Sélectionner la date du rapport 4

Comprendre les règles d'état historique 4

Calculer le pourcentage principal 5

Comparer la matrice, la tendance et la médiane 5

Savoir quand le résultat est insuffisant 5

Reconstituer manuellement une attribution 6

Expliquer les différences entre deux rapports enregistrés 6

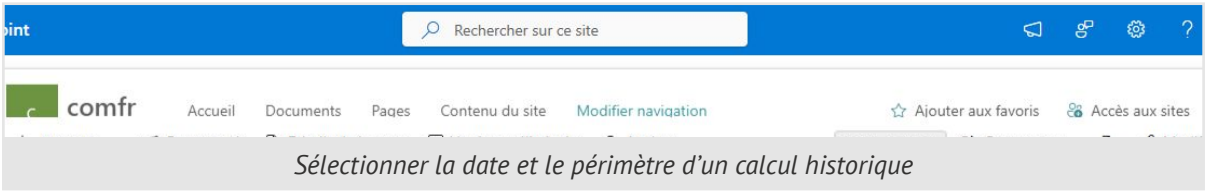
Vérifier un rapport avant de le partager 7

Le filtre de date de Compliance Dashboard calcule une vue antérieure à partir des enregistrements d'attribution actuellement disponibles. Il est utile pour comparer la progression, mais ne constitue pas une base historique complète événement par événement. Interprétez le résultat en tenant compte du périmètre des politiques, du filtre de service et de l'état actuel des enregistrements.

Sélectionner la date du rapport

Ouvrez Compliance Dashboard avec un accès aux rapports et choisissez **État à la date sélectionnée**. Vous pouvez sélectionner aujourd'hui ou une date antérieure. Examinez tout lien spécifique à une politique, toute restriction de catégorie configurée et la sélection de service avant de comparer les résultats. Ces filtres déterminent les attributions incluses dans le calcul.

Les attributions créées après le jour sélectionné sont omises. Pour un enregistrement actuellement confirmé, le calcul vérifie la date de confirmation : si elle est postérieure au jour sélectionné, l'attribution est considérée comme ouverte ou en retard à ce moment antérieur.



Sélectionner la date et le périmètre d'un calcul historique

Comprendre les règles d'état historique

Situation actuelle de l'enregistrement	Traitement historique calculé
Attribué après le jour sélectionné	Pas encore inclus.
Confirmé ce jour-là ou auparavant	Confirmé.
Confirmé ultérieurement	Attribué ou en retard selon le jour d'échéance.
Ouvert avec une échéance antérieure	En retard.
Ouvert sans échéance antérieure	Attribué.
Exempté, suspendu ou nécessitant un examen	Utilise l'état spécial actuellement enregistré ; les transitions antérieures ne sont pas entièrement reconstituées.

Les comparaisons utilisent les limites de journée plutôt qu'une relecture exacte des événements au cours de la journée. La gestion des dates du navigateur peut compter aux limites de fuseaux horaires. Une confirmation plus tôt ou plus tard dans la même journée n'est pas représentée par ce filtre sous forme d'instantanés historiques distincts.

Calculer le pourcentage principal

La conformité globale divise les attributions confirmées par les attributions incluses après exclusion des états exempté et suspendu. Les attributions nécessitant un examen restent au dénominateur. Le comptage porte sur les attributions, pas sur les employés uniques.

Par exemple, si le périmètre sélectionné comporte 10 attributions, dont 6 confirmées, 1 exemptée et 1 suspendue, le dénominateur est 8 et le pourcentage de conformité est 75%. Un employé ayant plusieurs politiques contribue plus d'une attribution ; le nombre d'employés affiché ailleurs est une mesure distincte.

Comparer la matrice, la tendance et la médiane

La matrice des politiques par service utilise la version actuelle des politiques actuellement publiées ou en réexamen. L'indicateur global peut inclure d'autres versions dans le périmètre de politiques sélectionné. Faire la moyenne des pourcentages de la matrice ne reproduit donc pas fiablement le résultat global.

La tendance comporte 6 points mensuels, en utilisant la fin de chaque mois ou la date sélectionnée selon le cas. La durée médiane de confirmation utilise les attributions terminées attribuées dans les 90 jours précédents et confirmées à la date sélectionnée. Le texte associé de l'interface évoque des campagnes, mais l'implémentation filtre les dates d'attribution plutôt que les dates de création des campagnes.

Savoir quand le résultat est insuffisant

Avertissement

Un enregistrement exempté aujourd'hui peut influencer un calcul à une date passée même s'il n'était pas exempté à cette date. L'état actuel de la politique, sa version actuelle et les valeurs de service des attributions peuvent également façonner le rapport. Ne présentez pas cette vue comme une reconstitution historique complète et ne l'utilisez pas seule pour établir toutes les transitions d'état passées.

Pour une investigation précise, conservez les lignes d'attribution, les événements de confirmation, les informations de version et les entrées d'audit. Un export historique utilise l'état calculé mais conserve les champs de date actuels stockés ; un horodatage de confirmation ultérieur peut apparaître sur une ligne dont l'état historique était attribué. Consultez KB10532. Exporter les attributions de conformité aux politiques vers Excel.

Reconstituer manuellement une attribution

Considérez une attribution créée au jour 1, due au jour 5 et confirmée au jour 8. Avant le jour 1, elle n'est pas incluse. Au jour 5, elle reste dans les délais. Au jour 6, elle est en retard. Au jour 8, si l'enregistrement actuel contient la confirmation et sa date, le calcul historique la traite comme confirmée.

Cet exemple illustre un calcul d'état par journée, pas un historique minute par minute. Si la confirmation a eu lieu tard au jour 8, le filtre évalue toujours le jour sélectionné dans son ensemble. Si l'horaire exact compte, examinez l'horodatage de preuve plutôt que de le déduire d'un pourcentage quotidien.

Comparez maintenant une attribution actuellement exemptée. Son traitement historique utilise l'état spécial stocké plutôt que de rechercher la date d'effet de l'exemption. Même décidée plus tard, cette exemption peut influencer la vue à une date passée. C'est pourquoi un rapport fondé uniquement sur les enregistrements actuels ne prouve pas chaque état ayant existé dans le passé.

Expliquer les différences entre deux rapports enregistrés

Deux exports générés à des moments différents pour le même jour sélectionné peuvent diverger si les enregistrements actuels pertinents ont changé. État ou version de politique, attributs d'attribution stockés et états spéciaux peuvent affecter le résultat. Un écart doit conduire à rapprocher périmètre et enregistrements, pas à conclure immédiatement que le filtre de date modifie les données au hasard.

Pour comparer, conservez date sélectionnée, restrictions de politiques et catégories, service et heure d'export. Identifiez un échantillon de lignes modifiées et examinez leurs attributions et preuves. Déterminez si la différence vient d'une confirmation ultérieure, d'un changement d'état spécial, d'une autre version actuelle ou d'un changement de périmètre.

Utilisez une formulation telle que « calculé à partir des enregistrements disponibles à l'heure d'export » pour présenter un résultat historique avec ces limites. N'utilisez pas le tableau de bord comme source unique pour affirmer chaque exemption ou suspension passée. L'historique des versions, les confirmations et le journal d'audit administratif apportent des contextes complémentaires différents, sans qu'aucun soit supposé saisir toute modification SharePoint externe possible.

Vérifier un rapport avant de le partager

Consignez la date sélectionnée, le périmètre de politiques et catégories ainsi que le service. Rapprochez manuellement quelques exemples connus, dont une confirmation postérieure à la date et une exemption. Expliquez les limites du calcul avec toute conclusion historique. Pour un tableau de bord opérationnel actuel, consultez KB10508. Compliance Dashboard : analyser les confirmations de politiques.